

# Ne croyons pas au fantasme d'une crise migratoire

L'objectif des populistes est d'utiliser la question des migrants pour détruire l'Union européenne, dénonce Guy Verhofstadt, ancien premier ministre belge

Par GUY VERHOFSTADT

À quelques jours de la Fête nationale française, en redonnant tout son sens au mot «Fraternité», le Conseil constitutionnel est venu rappeler l'honneur de la devise républicaine issue de la Révolution. Il était temps qu'une institution d'un pays majeur de l'Union européenne donne une boussole à ce débat devenu insane sur les phénomènes migratoires. Quoi qu'on pense des causes et en appréhende les conséquences, ce sont des êtres humains qui cherchent à rejoindre notre continent, et la fraternité, avant toute autre considération, doit être le sentiment premier qui nous guide.

Loin de moi l'idée de critiquer l'action d'Emmanuel Macron – au demeurant, le ministre de l'intérieur, Gérard Collomb, a été le premier à saluer l'arrêt de la Cour –, pas plus d'ailleurs que celle d'Angela Merkel. Ce faisant, je pourrais alors tout aussi bien m'en prendre à Charles Michel, le premier ministre belge, ou à Mark Rutte, le premier ministre néerlandais, de surcroît tous les deux de ma propre famille politique. J'ai été moi-même dix ans premier ministre et je sais la sensibilité des opinions publiques sur les questions migratoires et la difficulté pour un gouvernement d'y répondre. Reste qu'on se fourvoierait tous à suivre les populistes dans la gestion de notre politique d'asile et d'immigration.

Or, un doigt a été mis dans cet engrenage fatal au dernier sommet de Bruxelles qui s'est achevé par un compromis forcément boiteux puisque basé sur un réflexe nationaliste, voire régionaliste, de repli sur les frontières intérieures de l'Union. Il n'aura d'ailleurs fallu que quelques heures pour que les conclusions du Conseil européen se heurtent

aux fantasmes populistes : ce que cherchent en réalité l'Autriche, l'Italie, la Hongrie, la Pologne et leur marionnette bavaroise, c'est bloquer toute migration, quitte à remettre en cause le concept global de libre circulation et l'espace Schengen. Pour aboutir à leurs fins, les populistes n'hésitent pas à travestir sans vergogne la réalité statistique.

Dans un document officiel, la nouvelle présidence autrichienne de l'UE bâtit ainsi tout son schéma politique sur une fausse prémisse en prétendant que le seuil migratoire actuel excède le niveau record de 2015, en pleine crise des réfugiés syriens. Un mensonge éhonté ! En réalité, selon Eurostat, le nombre de demandeurs d'asile au sein de l'UE est passé de 1,32 million en 2015 à 704 000 en 2017, pour s'établir à 131 000 au premier trimestre 2018. Quant au franchissement de la Méditerranée par des migrants, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés constate qu'il a baissé d'un peu plus de 1 million en 2015 à 172 000 en 2017, pour chuter à 45 000 au premier semestre 2018.

## MÉTHODES DE PIRATE

Le Conseil européen va-t-il se laisser guider par des «fake news» concoctées par des officines viennoises pour renationaliser la politique d'asile et d'immigration, politique commune depuis 1998 ? Il n'y a pas de crise migratoire en cet été 2018, il y a une crise politique provoquée par Matteo Salvini, le ministre de l'intérieur italien, qui ferme les ports de la Péninsule aux migrants pour mettre délibérément la pagaille en Europe. Ses méthodes de pirate sont moins hypocrites que celles du chancelier Sebastian Kurz mais leur objectif est le même, avec leur acolyte et mentor Viktor Orban et leurs affidés, telle Marine Le Pen : détruire l'UE. Que personne ne s'y trompe. Cette pseudo-crise

est un combat politique et idéologique contre la construction européenne.

Mon premier Conseil européen en tant que chef de gouvernement a eu lieu à Tampere en Finlande, en décembre 1999. Nous avons défini la plupart des instruments à mettre en œuvre pour aboutir à une gestion commune des frontières et à une politique partagée d'asile. Sans aucune naïveté. Les accords de réadmission ont alors été rendus obligatoires dans toute relation bilatérale avec des pays tiers. Vingt ans plus tard, il est tout à fait justifié de réviser les critères d'admission sur le territoire de l'UE. Il est manifeste qu'aujourd'hui les populations européennes veulent restreindre globalement l'immigration, et les gouvernants se doivent de respecter cette volonté. Mais, à l'instar, j'en suis sûr, de l'immense majorité de nos concitoyens, je pense que la fermeté ne doit pas empêcher l'humanité.

Quel que soit le sort réservé aux migrants, l'asile ou le séjour pour quelques-uns, l'éloignement pour la plupart, qu'il s'agisse de centres d'hébergement sur le territoire de l'UE ou de plates-formes d'accueil dans des pays tiers, partout la dignité de l'être humain et les valeurs européennes doivent être respectées. La déshérence dans les parcs, les rues, les stations de métro, à laquelle sont livrés hommes, femmes et enfants, est la cause principale de l'hostilité populaire à l'encontre des mouvements migratoires. Tout comme l'opinion est choquée de voir des gens livrés à l'esclavage et au trafic dans des camps de transit informels sans contrôle international.

S'il est un point qui doit nous distinguer des populistes, c'est bien l'humanisme. Celui qui inspirait les Pères fondateurs, qui ont eu à affronter le pire de la lèpre nationaliste et populiste mais sans jamais céder sur des principes que la France a tant contribué à forger. ■



**Guy Verhofstadt** est ancien premier ministre belge, président de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe